

Les syndicats européens se sentent enfin écoutés

Entretien

Laurent Berger, président de la Confédération européenne des syndicats (CES).

Est-ce que la réponse sociale de l'Europe est à la hauteur de la crise ?

La Commission européenne est à l'écoute. Et elle apporte des réponses. C'est le cas pour la proposition faite par sa présidente de soutenir les mesures de chômage partiel prises par les États à hauteur de 100 milliards d'euros. Il faudra d'ailleurs être attentif à ce que les plus précaires, notamment les travailleurs indépendants, en soient bénéficiaires. Il faut aussi souligner l'élargissement du fonds d'urgence doté de 37 milliards d'euros aux questions sanitaires. Ces décisions montrent qu'il peut y avoir une réponse commune.

Mais certaines décisions sont prises dans la douleur. Pourquoi ?

L'Europe est à la croisée des chemins. Elle a besoin de créer plus de coopération. Et donc de dépasser les égoïsmes nationaux. Au sein du Conseil européen qui regroupe les chefs d'État, les Pays-Bas sont, par exemple, opposés à l'émission d'obligations qui permettraient de mutualiser les dettes générées par cette crise. Mais ils oublient de rappeler que si beaucoup de grands groupes ont leur siège social chez eux, c'est parce



Laurent Berger secrétaire général de la CES.

PHOTO : DANIEL FOURAY, OUEST-FRANCE

qu'ils pratiquent une politique de dumping fiscal.

Qu'attendez-vous de l'Europe ?

Nous avons d'abord besoin de sortir d'une forme de naïveté dans nos relations commerciales. Cette crise souligne aussi nos difficultés à nous engager de façon solidaire. Nous pourrions sortir de cette crise avec un « Green et social deal » européen. Consacrer, par exemple, 3 % du PIB à la transition écologique, construire des outils de politique économique qui intégreraient des objectifs de plein-emploi et la réduction de la pauvreté.

Cette crise va-t-elle réellement produire des changements ?

Elle ne nous laissera pas intacts. Il suffit de penser à ces personnes qui n'ont pas pu dire adieu à leurs parents décédés. Ce qui me rend optimiste, c'est la mobilisation des syndicats adhérents de la CES, qui représentent 45 millions de membres. Partout, il y a des solutions concrètes qui sont développées pour la préservation des emplois. Que ça soit à l'échelon national ou en Europe, il y a la prise de conscience que nous représentons quelque chose.

Recueilli par
Patrice MOYON.